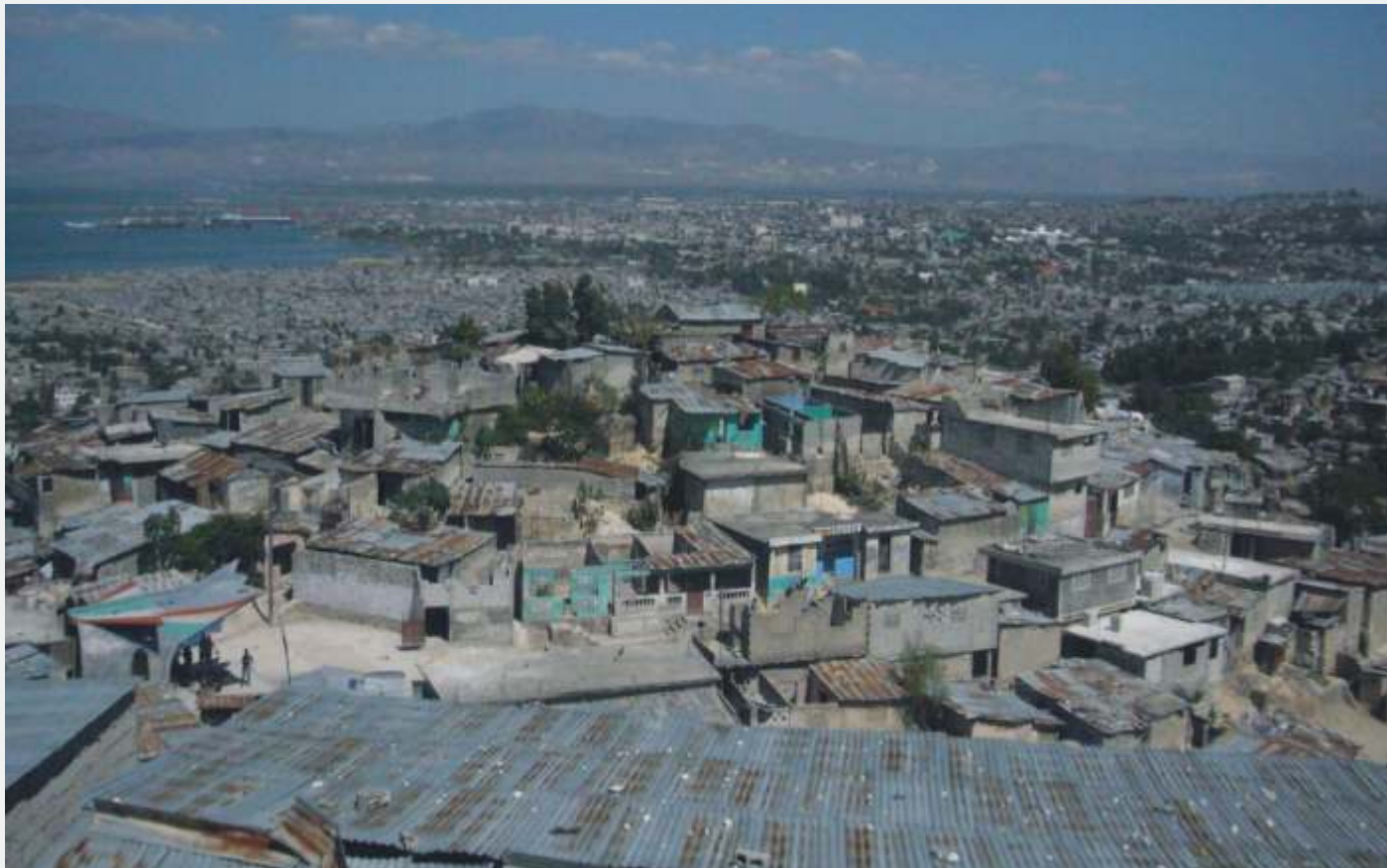


Bulletin UE-Haïti

#12 - avril / juin 2008



L'UE lance un partenariat pour la revitalisation du quartier de Martissant



La Commission Européenne a inauguré ce mois de mars le programme de revitalisation de la zone du parc de Martissant et sa périphérie, financé à hauteur de 5 millions d'euros sur une période de 18 mois.

Le projet prévoit une action conjointe et coordonnée dans plusieurs secteurs d'intervention, tels que la réhabilitation d'infrastructures, la création d'emplois, l'eau et l'assainissement, l'éducation, la résolution pacifique des conflits, l'évacuation de déchets.

En étroite coordination avec le gouvernement haïtien, la Commission Européenne appuie six opérateurs: FOKAL, OXFAM-Intermon, CONCERN, GRET Haïti, AVSI et la Mairie de Port-au-Prince. qui travaillent quotidiennement en

contact avec la population de Martissant et d'autres quartiers défavorisés.

Chacun d'entre eux s'occupera d'un aspect particulier du projet qui met l'accent sur les travaux à haute intensité de main d'œuvre ainsi que sur la résolution pacifique des conflits.

Les différentes actions se dérouleront autour de la zone connue comme "Habitation Leclerc", un parc de 16 hectares situé au milieu d'un des quartiers les plus problématiques de la capitale, tristement célèbre pour les violences causées par les affrontements entre gangs armés depuis 2005.

Le programme, qui bénéficiera environ 20 000 familles, se propose de réduire la violence, dynamiser les activités économiques, faciliter l'accès à l'emploi et

améliorer l'accès aux services sociaux de base dans le quartier.

Lors du lancement du projet, le Chef de la Délégation de la Commission Européenne en Haïti, l'Ambassadeur Francesco Gosetti, a déclaré: "Les problèmes de Martissant sont évidents et le défi reste énorme. L'Union Européenne n'a pas hésité à accepter ce défi pour venir en aide aux populations du quartier, qui doivent avoir accès aux services de base et à des conditions de vie plus dignes. Martissant a le droit de renaître et de se construire un avenir meilleur, sans plus de violences et prévarications. Les habitants de ce quartier ont maintenant la possibilité de montrer que la coopération et la vie en commun sont possibles."

Des nouveaux locaux pour cinq facultés de l'Université d'Etat

Le vendredi 16 mai 2008, le Chef de la Délégation de la Commission Européenne en Haïti, l'Ambassadeur Francesco Gosetti et le Recteur de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH), M. Vernet Henri, ont inauguré les locaux de cinq facultés de l'UEH qui ont été réhabilités et équipés grâce au financement de la Commission Européenne.

Les travaux de réhabilitation, qui ont coûté approximativement 5 millions d'euros, avaient démarrés en 2005. A cette époque, plusieurs locaux de l'UEH n'étaient plus utilisés à cause des saccages et des destructions qu'ils avaient subi lors des émeutes politiques de février 2004.

Aujourd'hui, les étudiants et les professeurs de l'Université d'Etat peuvent finalement bénéficier des bâtiments fonctionnels et des laboratoires équipés des cinq facultés les plus importantes, notamment celles d'agronomie, sciences, droit et économie, odontologie et sciences humaines.

Lors de la remise des travaux, l'Ambassadeur Gosetti a déclaré: "Nous



Le laboratoire de la faculté d'odontologie renouvelé et équipé

nous réjouissons que ce projet ait été un succès et nous espérons que ces nouveaux moyens pourront contribuer aux efforts du recteur et de tout le personnel de l'UEH pour regagner le niveau d'excellence

dans l'enseignement universitaire que le pays mérite (...) Aujourd'hui, plus que jamais, le pays a besoin de ressources humaines qualifiées et l'UEH doit être en mesure de lui en fournir".

Inauguration de 4 tribunaux de paix

La Commission Européenne confirme son engagement dans le secteur de la justice en Haïti avec l'inauguration de quatre tribunaux de paix construits ou réhabilités par le fonds européen de développement. Il s'agit des tribunaux de Delmas, Marchand Dessalines, St. Marc et Les Cayes.

Les travaux sur ces bâtiments, que la coopération européenne a aussi meublés et équipés, ont coûté 684.000 EUR.

Le soutien de l'UE à la Stratégie du Gouvernement pour la Réforme de la Justice en Haïti ne se limite pas aux travaux d'infrastructures: depuis 2006, un Programme d'Appui à la Réforme est financé à hauteur de 3 millions d'euros par la Commission Européenne. Ce

programme, cofinancé par le Canada, est mis en œuvre par l'Organisation Internationale de la Francophonie et vise à

consolider l'indépendance de la magistrature et à garantir aux citoyens l'accès à la justice.



Le nouveau tribunal de paix de Marchand Dessalines

Succès de la première "Semaine de l'Union Européenne" en Haïti

Du 5 au 9 mai 2008, plusieurs événements ont été organisés par la Délégation de la Commission Européenne en Haïti pour célébrer l'Union Européenne, ses valeurs, son histoire et son partenariat avec Haïti.

Deux expositions de photos, une soirée de cinéma européen, une conférence et une compétition de dessins ont rempli la semaine qui s'est terminée avec l'habituelle réception du 9 mai, jour de l'Europe.



Troisième édition de CulturELLES: pour conjuguer la culture au féminin

La troisième édition du Festival CulturELLES a eu lieu en Haïti du 1 au 30 avril 2008. Cofinancé par la Commission Européenne, qui soutient cette initiative depuis sa première édition, CulturELLES est le fruit de la collaboration entre le Ministère de la Condition Féminine et l'Institut Français.

Cette manifestation, dont la devise est "conjuguer la culture au féminin", présente les talents de femmes venant de divers horizons artistiques et professionnels.

Concerts, expositions d'art contemporains, cirque, théâtre, conférences, mode, cinéma, films documentaires et littérature étaient à l'agenda pendant les 30 jours du festival à Port au Prince et dans plusieurs villes de province.

Des personnalités haïtiennes et étrangères de renommée internationale, telles qu'Emeline Michel, Aminata Traoré et Christiane Taubira ont contribué au succès du festival.

CulturELLES, un événement qui rassemble des milliers de personnes chaque année, non seulement donne

l'opportunité à des jeunes artistes de se présenter au grand public, mais fournit également l'occasion de réfléchir autour d'une question, celle de la condition féminine, qui reste encore problématique

pour Haïti. La question de l'égalité de genre est une question transversale pour la coopération européenne et cet aspect est pris en considération dans tous ses projets.



Sommet UE-Amérique Latine & Caraïbes: signature de l'Agenda de Lima contre la pauvreté



Le cinquième sommet entre l'Union Européenne et les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes (UE-ALC) s'est tenu à Lima (Pérou), les 16 et 17 mai 2008. Il a réuni les chefs d'État et de gouvernement de trente-trois pays d'Amérique latine et des Caraïbes et des vingt-sept États membres de l'Union européenne.

L'objectif général de cette manifestation, qui a lieu chaque deux ans depuis 1999, est de renforcer les liens et la coopération entre les deux régions par la tenue d'un dialogue politique au plus haut niveau. Le sommet de cette année s'est concentré sur deux défis principaux: la lutte contre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion et le développement durable, notamment la protection de l'environnement, les changements climatiques et l'énergie.

Les conclusions du sommet sont résumées dans une déclaration commune signée par les chefs d'État et de gouvernement des 60 pays participants à cette rencontre.

Dans la "Déclaration de Lima" les gouvernements ont affirmé leur

détermination à "promouvoir le bien-être de nos populations afin que nos sociétés favorisent davantage l'intégration de tous et la cohésion".

Dans ce contexte, ils ont renouvelé leur engagement à atteindre les objectifs du millénaire avant 2015. Les efforts se multiplieront pour éradiquer la pauvreté, augmenter le niveau d'éducation et favoriser la croissance économique. Pour atteindre les objectifs établis par l'agenda de Lima, les pays de l'UE et de la région ALC intensifieront leur partenariat.

Le Sommet a aussi souligné l'importance du développement durable comme pré-condition à la lutte contre la pauvreté. En particulier, il y a eu le lancement d'un programme environnemental conjoint (EUroCLIMA) ayant pour objectif le partage des connaissances et la coordination des actions présentes et futures contre le changement climatique.

La délégation de l'UE, dirigée par le Premier ministre slovène, M. Janez Janša, en tant que président en exercice du Conseil européen comprenait le Président de la Commission européenne, M. José Manuel Barroso, le Haut Représentant pour la politique étrangère et de

sécurité commune, M. Javier Solana, et la Commissaire Européenne pour les relations extérieures, Mme Benita Ferrero Waldner.

L'Union européenne est le principal donateur pour l'aide au développement, le deuxième plus grand investisseur étranger et le deuxième plus important partenaire commercial de la région Amérique Latine et Caraïbes.



HAÏTI AU CENTRE DES DISCUSSIONS

Les participants au Sommet UE-ALC de Lima ont porté un regard sur la conjoncture actuelle d'Haïti comme en témoigne le point 9 de la déclaration finale: "Nous nous félicitons des efforts déployés par le gouvernement et la population d'Haïti pour redynamiser les institutions de l'État et lutter contre la pauvreté, les inégalités et l'injustice sociale. À cet égard, nous exprimons notre soutien à la MINUSTAH ainsi qu'au Groupe des amis d'Haïti. Nous avons conscience que la communauté internationale doit mener d'urgence une action durable et efficace en faveur de la réhabilitation et du développement en Haïti.

Nous réaffirmons notre soutien à Haïti et aux efforts qu'elle déploie pour répondre aux besoins urgents et à long terme en matière de sécurité alimentaire. À cet égard, nous nous félicitons de l'organisation en Espagne, en juillet 2008, d'une conférence sur la question, qui sera présidée par la France et l'Argentine, en qualité de co-présidences UE-ALC, et qui visera à établir un programme de sécurité alimentaire et de développement rural s'inscrivant dans le prolongement du programme mené par Haïti dans le droit fil des efforts actuellement déployés par la communauté internationale."

Délégation de la commission européenne en République d'Haïti

Immeuble Hexagone - Angle des rues Clerveaux et Darguin

BP 15.588, Pétiion-Ville, Port-au-Prince

Tél. : + 509-2256-8471 & 72 / 2256-8489 à 91

www.delhti.ec.europa.eu